

■ Crise alimentaire

Faim : il faut protéger l'agriculture familiale

► Rencontre entre paysans du Sud et du Nord, lundi, à Bruxelles.

► Mise en cause de l'agrobusiness dans la hausse de la pauvreté.

Alors que la FAO (agence de l'Onu pour l'agriculture et l'alimentation) mettait en garde, il y a deux semaines, sur une possible hausse des prix alimentaires en raison du changement climatique et de l'attribution croissante de terres aux biocarburants, des ONG belges ont consacré, lundi, une journée d'études à l'agriculture paysanne et à l'accès à la terre.

Des représentants d'organisations paysannes du Sénégal, des Philippines, de Bolivie, du Brésil, sont venus expliquer la situation dans leur pays. Tous ont décrit l'accaparement des terres arables par des nationaux non paysans ("notamment des religieux" au Sénégal) puis par des étrangers - récemment en Afrique, depuis longtemps en Amérique latine. "Asiatiques", "Chinois", "Arabes", "Brésiliens", "Argentins", "Japonais", sont cités comme accapareurs de terres par différents récits, "le Nord" faisant figure d'accusé sans exemple à l'appui.

Loin des anathèmes, entrer dans le détail des difficultés des paysans pour



KARIN TSHIDIMBA

La libéralisation de l'agriculture, présentée comme la solution à la faim, n'a pas empêché l'appauvrissement accru des paysans.

sortir de la pauvreté révèle des situations souvent comparables: même quand une constitution ou des lois existent pour donner aux paysans des titres de propriété, la pratique est con-

tournée par les grands propriétaires terriens pour accaparer les terres. Ainsi, au Sénégal, on va donner des titres aux paysans, "mais sans volonté politique pour développer la sécurité ali-

mentaire, ils vont s'endetter auprès des banques, qui prendront leurs terres", prévoit Mariam Sow. Aux Philippines, une réforme agraire de 1986 est ralentie par les pressions des grands pro-

priétaires - "notre Président", Benigno Aquino Jr "possède lui-même 6 000 ha", souligne Jesus Tardo. "Beaucoup de gens figurent, comme moi, sur la liste de ceux qui ont reçu un titre de propriété, mais n'ont jamais reçu les documents" ad hoc.

La réforme agraire en Bolivie (1953) "a été importante, mais n'a pas éliminé la pauvreté", note Graciela Lopez. "Depuis les années 90, il y a eu beaucoup de mouvements sociaux pour la décolonisation des terres [...], mais les latifundistes ne se laissent pas faire et ont lancé des mouvements autonomistes" à l'est du pays - politiquement combattue par le gouvernement socialiste d'Evo Morales. En outre, dans bien des cas, plusieurs propriétaires grands et moyens se réunissent pour relancer des projets de monoculture; "le soja, qui occupait 172 000 ha dans les années 90 en occupe aujourd'hui plus d'un million, contrôlés essentiellement par des non-Boliviens".

Au Brésil, ce ne sont pas tant les étrangers que l'agrobusiness local qui pose problème, explique Aderson Liberato Gouvea: il occupe un quart de la main-d'œuvre, mais dispose de trois quarts des terres. L'Etat de Goiás (où se trouve Brasília) est le deuxième du Brésil comme producteur de canne à sucre et compte 35 usines d'éthanol; il veut arriver à 100 en 2017. Cet Etat a été en 2008 "le champion du travail esclave au Brésil", souligne M. Gouvea. La concentration des terres, souligne-t-il, "produit une féodalisation qui en-

traîne le recours au crime. Notre capitale d'Etat a le record des homicides parmi les capitales d'Etat brésiliennes; il existe chez nous des équipes d'exterminateurs au service des latifundistes".

Le Belge Xavier Delwarte a, de son côté, lancé l'alarme quant à une prochaine disparition des agriculteurs en Belgique: il n'y en avait plus que 43 000 en 2010 (80% de moins qu'en 1970), dont seulement 2 050 de moins de 35 ans. "Ce n'est pas assez pour assurer la sécurité alimentaire", d'autant que 11 % seulement des agriculteurs ont un successeur pour reprendre leur exploitation.

Enfin, Laurent Delcourt, du Centre Tricontinental, estime que la crise alimentaire est surtout "une faillite du modèle agricole" en vigueur, qui n'empêche pas un nombre toujours plus grand d'humains de tomber dans la malnutrition - tandis que les profits de l'agrobusiness croissent.

La libéralisation des marchés agricoles, souligne-t-il, présentée comme la panacée contre la faim, n'a pas empêché un appauvrissement accru des paysans. Les investissements privés ont été multipliés par dix depuis les années 90, tandis que le secteur public désinvestissait. Et l'introduction de la production familiale sur les marchés internationaux par le biais de contrats de farming n'a profité qu'à l'agrobusiness, dit-il. "Il faut protéger l'agriculture familiale si l'on veut protéger la sécurité alimentaire", dit-il.

MFC

Union européenne

Un eurodéputé soupçonné de cor-

L'eurodéputé slovène Zoran Thaler, soupçonné sa démission, suivant l'exemple de l'un des piégés par "Sunday Times" (LLB du 21/03) une enquête paisible des faits et circonstances compromission me visant", a déclaré l'élu socialiste. Le Parlement européen a voté, le 17 mars, une résolution contre M. Thaler, ainsi que contre l'Autrichien Adrian Severin, qui avaient accepté de déposer des plaintes contre des rémunérations allant jusqu'à 100 000 euros.

France

Le maire d'un village de Haute-Corse assassiné

Le maire du village de Sant-Andria de Cotone (Haute-Corse) a été assassiné de plusieurs décharges de fusil de chasse dans la nuit de dimanche à lundi, a-t-on appris auprès de la gendarmerie. Elu depuis 27 ans dans cette localité du centre de l'île, il était aussi l'un des conseillers politiques de Paul Giacobbi, président (PRG) du Conseil exécutif de la Collectivité Territoriale de Corse. (AP)

Haïti

Forte participation aux présidentielles

L'élection présidentielle, dans un pays encore de 300 000 morts en janvier 2010, oppose le à l'ex-première dame Mirlande Manigat, 70 ans, une légère avance à Martelly. Le dépouillement préliminaire seront communiqués le 31 mai, annoncé le 16 avril. Le président du Conseil d'Etat a annoncé la forte participation à ce premier second tour de l'histoire du pays caraïbe. La police et des responsables des violences électorales avaient fait trois morts à Artibonite et un autre à Mare Rouge, dans l'ouest.

Côte-d'Ivoire

L'armée de Gbagbo recrute en

Alors que Charles Blé Goudé, qui dirige les "Patriotes", avait appelé samedi ceux-ci à "libérer" la Côte-d'Ivoire, des milliers de jeunes se sont présentés devant les bureaux d'enrôlement de l'armée d'Etat qui refuse sa défaite électorale, scanant "nous allons tous mourir" et que "nous allons tous mourir". De son côté, le président élu Alassane Ouattara a demandé aux rebelles des Forces nouvelles d'intégrer de la nouvelle armée ivoirienne républicaine de Côte-d'Ivoire (FRCI). Dans l'ouest du pays, de la ville de Bolequin à Guiglo, ville voisine, ils auront un accès direct au port de San Pedro. (Reuters)

■ Portugal

Socrates poussé vers la sortie

► L'opposition a rejeté les appels au dialogue du Premier ministre José Socrates.

Après avoir dramatisé toute la semaine les enjeux d'un plan d'austérité qui doit permettre d'éviter au pays un plan de sauvetage financier, M. Socrates s'était dit prêt à négocier "les mesures proposées", à condition que les objectifs de réduction budgétaire "garantis" à Bruxelles soient respectés.

Lundi matin, après un entretien de 45 minutes avec le Premier ministre socialiste, le chef de l'opposition de centre-droit Pedro Passos Coelho a réaffirmé son rejet d'une "quelconque négociation avec le gouvernement", dénonçant une nouvelle fois un programme "socialiste-ment injurieux".

crate, principale force d'opposition, a pourtant accepté d'endosser, en s'abstenant, les précédentes mesures d'austérité du gouvernement minoritaire, tout comme il avait permis à José Socrates d'échapper aux motions de censure présentées par la gauche antilibérale.

"C'est fini", a répété ces derniers jours M. Passos Coelho, qui n'a toutefois pas précisé si le PSD présenterait au Parlement une résolution contre le texte, comme a prévu de le faire le CDS, parti minoritaire de droite. Pour être adoptée, une telle résolution nécessite le vote de l'ensemble de la droite parle-

"détaillée" de son programme d'austérité au président de l'Assemblée afin qu'il puisse être débattu et voté mercredi par le parlement, à la veille du sommet de l'UE qui doit finaliser la réponse européenne aux crises de la dette. Ces derniers jours, les dirigeants socialistes ont multiplié les mises en garde contre une "crise politique gravissime" pour le pays, évoquant le risque d'une "rupture immédiate du financement de l'Etat" alors que le Portugal doit faire face à d'importantes échéances de dette (plus de 9 milliards d'euros) d'ici au 15 juin. Lundi, le ministre chargé des

■ Yémen

L'armée fidèle à Saleh malgré les divisions

► De hauts responsables ont rejoint l'opposition, mais le président reste soutenu.

Il a juré de "tenir bon". Lâché par plusieurs généraux et cadres yéménites proches du pouvoir, le président Ali Abdallah Saleh s'est dit prêt, lundi, à "protéger la Constitution" et a assuré que la majorité des 23 millions de Yéménites le soutenaient.

L'armée, elle, lui a réaffirmé son soutien, malgré les divisions apparues en son sein.

claré, quelles que soient les circonstances, un coup de force contre la démocratie et la légitimité constitutionnelle, pas plus qu'une atteinte de la sécurité de la nation et des citoyens".

Pourtant, depuis la journée meurtrière de vendredi 18 mars, où une cinquantaine de manifestants ont été tués par la police à Sanaa, une vague de défections et de démissions s'est déclenchée parmi les responsables au pouvoir: d'importants généraux, des ambassadeurs et même plusieurs tribus ont dit rejoindre l'opposition.

Sans toutefois annoncer sa démission ou demander le départ du président, le numéro deux de l'armée yéménite, Ali Mohamoud, a dit lundi sou-

télevisée que "le Yémen [était] aujourd'hui plongé dans une crise grave [...] qui résulte de pratiques anti-constitutionnelles et illégales des autorités, d'une politique de marginalisation et de l'absence de justice". Il a également affirmé que la répression poussait le pays vers la guerre civile.

Selon la chaîne de télévision Al Jazeera, deux autres généraux, le commandant de la zone Est et celui de la région d'Amran (nord de Sanaa), ont annoncé leur soutien aux manifestants, ainsi qu'un ancien ministre de la Défense et conseiller de l'armée. Dans les rangs politiques et diplomatiques, le vice-président du parlement et les ambassadeurs du Yémen

NETTOYEZ

Soutenez 12 élèves dans (représentant la Belgique européenne de Bratislava)